

2017 est dans toutes les têtes (la mienne aussi) depuis 2012. 2012, une campagne inouïe qui a rassemblé 4 millions d'électeurs, des centaines de milliers de militants de nouveaux comme d'anciens. Mais 2012, une campagne présidentielle comme nous ne savions plus la faire dans un cadre institutionnel qu'on ne connaît trop. Mélenchon n'a pas fait mieux que Duclos (1969), Marchais (1981) ou Hue (1995) si ce n'est que mettre ses pas dans une rencontre prophétique entre un homme et le peuple français,

Tous les 5 ans (auparavant 7 ans), nous sommes donc conviés à donner le LA politique et ce depuis 1958. Non pas que notre actuelle constitution ait engendré dès sa naissance un carcan présidentiel mais les révisions successives n'ont qu'accentué les dérives que nous combattons depuis son origine. Le Parti Communiste Français s'est prononcé contre la Constitution de la V<sup>ème</sup> République, a appelé à voter contre la révision constitutionnelle de 1962 (élection au suffrage universel direct), a tergiversé sur le quinquennat, s'est opposé au changement de calendrier présidentielles/législatives mais c'est toujours inscrit dans le rendez-vous présidentiel présentant un candidat (1969-1981-1988-1995-2002-2007) ou soutenant un candidat (1965-1974-2012). Quel a été le bénéfice ? Aucun ! Si ce n'est d'avoir été force d'appoint du candidat socialiste victorieux en 1981 et en 2012. Et derrière, une hécatombe de nos députés, la vague rose emporte tout sur son passage y compris ceux qu'on croyait indébouillonnables (Gennevilliers, Ivry, Le Havre en 2012 et de nombreux sièges en Seine-Saint-Denis, Gard et Haute-Vienne en 1981, les 3 grands chelems de 1978).

Cette élection n'est pas la notre, nous le disons depuis le début mais à croire qu'on aime cela nous y allons à chaque fois quelle qu'en soit la configuration. C'est légitime car c'est aujourd'hui la seule élection qui rassemble plus d'un électeur sur deux inscrits sur les listes électorales.

Mais cette élection c'est celle d'un homme (jusqu'à présent c'est le cas), élu sur une circonscription unique (plus aucune élection en France n'est dans ce cas-là), au suffrage universel direct. Un homme seul qui ne peut représenter la diversité de ce pays, qui est investi d'une légitimité démesurée, qui a concocté un programme minimaliste (110 propositions ou 60 engagements) seul avec quelques conseillers (en dehors d'un cadre collectif partisan).

Nonobstant les approches collectives que notre camp a pu faire depuis 2002, les collectifs anti-libéraux, les collectifs Front de Gauche ... nous nous sommes efforcés de proposer celle ou celui qui portait nos idées. Une débauche d'énergie financière et militante qui a assurément manqué un mois plus tard lorsqu'il a fallu défendre nos députés et en gagner d'autres.

2017 est l'année électorale la plus importante selon les médias, selon certains d'entre nous aussi. Assurément l'année 2017 sera l'année électorale qui pourra changer le cours de choses. 3 élections auront lieu en 2017, une importante, une fondamentale et une dangereuse.

L'importante sera la sénatoriale mais impérative compte tenu de son corps électoral, la dangereuse sera la présidentielle celle dont-il faut se désintoxiquer au risque de disparaître à jamais ou bien d'affirmer que ce cadre constitutionnel nous convient bien. La fondamentale est la législative, celle qui verra la fin de ce système quasi-monarchique en investissant un chef de gouvernement issu de la majorité législative (celui qui détermine et conduit la politique de la nation). Celle qui sera investit d'une mission constituante balayera les articles 5 à 19 et redonnera à la France son orientation émancipatrice des démocraties européennes.

La dernière présidentielle nous a permis de poser un certain nombre de préalables mais in fine nous l'avons fait dans le cadre d'institutions qui au mieux ne nous sont pas favorables, qui au pire ne sont pas plus acceptables en 1958 ne le sont davantage en 2016.

La question est aujourd'hui de savoir dans quel processus nous nous engageons. Derrière un candidat auto-proclamé qui n'est qu'un produit (ce qui ce fait de mieux) de la V<sup>ème</sup> République ou une candidature issue de la gauche qui représente pas (plus) celle que nous avons élue en juin 2012. L'une ou l'autre des représentations n'augure en rien un changement radical puisque l'un en appelle au peuple pour légitimation et les autres sont dans un processus d'ubérisation

2017 reste l'année fondamentale du changement (merci Jospin bis). Malgré tout, la constitution telle qu'elle nous est léguée nous permettra de changer l'orientation. Non Jean-Luc une fois élu tu ne pourras pas convoquer une Constituante (sauf à mettre tes pas dans une constitution anti-démocratique) non Jean-Luc (sauf à mettre tes pas dans une constitution anti-démocratique) tu ne pourras pas, une fois élu, demander à tes députés d'être godillots. Non Pierre ou Clémentine nous ne pouvons demander à tous ceux qui à se revendiquent anti-Hollande de nous représenter.

En 2017, il y a trois élections une seule d'entres-elles constitue un changement radical du rythme démocratique. Au regard d'une élection personnelle, la constitution propose une élection générale. A l'issue de celle-ci, et au vu du projet de loi proposé par le gouvernement, elle se transformera en constituante (non pas sur injonction présidentielle sauf à considérer que le président élu est tout puissant).

En conclusion, notre présence sous quelque forme que ce soit à la présidentielle est vouée à l'échec. Par contre, notre influence doit être déterminante dans un boycott populaire. Non pas en s'aliénant l'abstention habituelle même si pour cette élection l'abstention est pour une part militante mais en faisant monter partout dans le pays l'idée que la politique est populaire et peut changer le quotidien.

En conclusion bis, nous avons les moyens de nos ambitions. Le programme « l'humain d'abord » n'a pas été écrit pour le seul rendez-vous de 2012. Actualisé, il doit devenir notre programme commun de gouvernement comme son illustre prédécesseur.

En 2017, faisons l'impasse sur une élection anti-démocratique et faisons des législatives un véritable référendum populaire en investissant des femmes et des hommes à l'image de nos territoires, celles et ceux qui nous ont rejoints dans la formidable campagne de 2012.